

«Pour le climat, je suis très pressée, mais je connais aussi la politique»

ENVIRONNEMENT Simonetta Sommaruga s'apprête à prendre la présidence de la Confédération. Mais la socialiste est surtout attendue dans son département, sur le climat, en 2020.

LISE BAILAT
lise.bailat@lematindimanche.ch

Suite à la vague verte, puis à l'échec des écologistes à entrer au Conseil fédéral, vous sentez-vous comme le moteur vert du gouvernement?

Je crois que c'était déjà le cas avant. C'est simplement la tâche d'une ministre de l'Environnement, de l'énergie et des transports de proposer des projets durables. Cela correspond à ma conviction politique profonde et ne date pas des élections. Durant ma première année au DETEC, nous avons avancé dans le domaine de la politique climatique. Avec le Paquet Énergie, le Conseil fédéral veut renforcer notamment le solaire et l'hydraulique. Nous avons besoin de produire plus de courant propre en Suisse. Mais nous devons prendre garde à ne pas laisser les gens seuls face aux changements qui arrivent.

Mais la vague verte, c'est aussi l'urgence d'avoir des résultats. Vous ne semblez pas très pressée.

Je suis très pressée! Mais je sais aussi comment fonctionne la politique en Suisse. Il faut toujours avoir la population avec soi. Ce n'est pas si simple de vivre de manière respectueuse de l'environnement. La politique doit créer les conditions-cadres. Cette année, j'ai amené de nouveaux objectifs climatiques sur la table du Conseil fédéral. J'ai initié un projet pour que davantage de marchandises soient transportées sur le rail, un autre pour produire plus de courant propre en Suisse. Nous avons décidé d'un paquet de mesures pour que l'Administration fédérale montre l'exemple en matière climatique. Nous avons aussi besoin d'investir dans les infrastructures, d'une offre forte en matière de transports publics, de plus de stations de recharge pour les voitures électriques, d'aides à l'assainissement énergétique des maisons. J'espère que le parlement termine rapidement le traitement de la loi sur le CO₂. Parvenir à la neutralité climatique en 2050 est ambitieux, mais c'est faisable si nous commençons maintenant.

Sur les pesticides aussi, on a l'impression d'un système très lent, alors que les rivières et la biodiversité meurent.

C'est important de disposer d'une eau potable pure. Le Conseil fédéral prend ce problème très au sérieux. Les dernières analyses scientifiques ont montré qu'il faut s'en préoccuper. Le nouveau message sur la politique agricole, qui arrivera au parlement au printemps prochain, prévoit de renforcer les mesures contre la pollution au purin ou aux pesticides. J'entends aussi de la part des paysans le besoin de mesures très concrètes pour lutter contre des problèmes reconnus. Le Conseil fédéral est d'avis que les deux initiatives populaires vont trop loin mais que des mesures sont nécessaires et urgentes.

Vous parlez d'un bouquet de mesures un peu isolées quand l'Union européenne

vient avec son Green New Deal. Vous ne rêvez pas de faire la même chose? C'est vrai qu'en Suisse, nous ne faisons pas de grandes annonces avec de grands mots, mais nous faisons des pas très concrets. C'est la manière dont notre pays fonctionne, et il ne fonctionne pas si mal. Mais j'insiste: maintenant, cela doit aller vite. Et je suis aussi convaincue que la politique climatique ne peut plus être l'apanage d'un ou de deux partis.

La COP25 à Madrid a été un échec. Beaucoup de personnes se sentent déprimées par l'état de la planète. Vous arrivez à rester optimiste?

Si nous prenons notre responsabilité au sérieux, nous ne pouvons pas nous permettre d'être pessimistes. Mais, c'est vrai, j'étais très déçue des résultats de la COP25. On voit bien que la sortie des énergies fossiles soulève d'énormes résistances. Il ne faut pas les sous-estimer. En Suisse aussi, ceux qui veulent continuer à vendre de la benzine ou du pétrole s'opposeront à l'électromobilité. C'est pour cela que nous devons maintenant développer massivement les énergies solaires et hydrauliques. Parce que la politique climatique commence par la politique énergétique.

Il faudra des incitations. La loi sur le CO₂ en prévoit avec des taxes vertes. Ça va nous coûter cher?

La population doit être consciente que si nous ne faisons rien, cela coûtera encore plus cher. Et le virage climatique présente des avantages. La Confédération a prévu d'augmenter sa participation au Fonds pour le climat afin de mieux soutenir les gens qui veulent assainir leur maison ou leur immeuble. De tels assainissements seront sources d'économies sur le moyen terme, pour les propriétaires comme pour les locataires. Il est donc faux de dire que chaque mesure de protection du climat va coûter plus cher.

Le mot «interdits» semble tabou dans votre discours. Vous le refusez ou vous nous le réservez pour plus tard?

Je dirais que la Suisse est en bonne voie avec les incitations et les soutiens à l'investissement. Il y a eu des interdits, comme celui du plomb dans la benzine, sans que cela ne dérange personne. Mais nous devons prendre avant tout des mesures qui soutiennent les gens. Et investir ici, c'est aussi penser à nos entreprises et à nos employés, plutôt que de dépenser des milliards de francs chaque année à l'étranger pour acheter du pétrole et du gaz. Nous sommes à la pointe des nouvelles technologies énergétiques. Nous pouvons en profiter nous-mêmes et aussi les exporter.

L'économie joue un rôle. La finance aussi?

On sent bien que la place financière est sous pression et de plus en plus consciente des risques climatiques. Les investissements représentent un levier important pour arriver à des changements. La Banque européenne d'investissement prévoit, dès 2021, de ne plus accorder de prêts à des projets qui se basent sur des énergies fossiles, par exemple. Le Conseil fédéral observe ces changements avec attention.

En matière de mobilité, les trains souffrent de pannes et de retards. On a l'im-



Avec la vague verte, la conseillère fédérale socialiste Simonetta Sommaruga sait qu'elle est attendue au contour.

Marco Zanoni

pression d'un réseau saturé. Ça n'encourage pas à prendre les transports publics...

Ces dernières années, nous avons beaucoup développé le réseau avec de nouvelles lignes et des offres additionnelles. Mon but, c'est que nous nous concentrions ces prochaines années sur l'entretien du réseau de l'infrastructure. On voit dans d'autres pays ce qui se passe lorsqu'on néglige cet aspect. Je proposerai au Conseil fédéral l'an prochain un crédit-cadre de l'ordre de 14,5 milliards de francs sur qua-

tre ans, soit environ 1,3 milliard de plus que lors de la dernière législature. Cela devrait permettre d'éviter à l'avenir certaines difficultés.

C'est massif! Cela signifiera beaucoup de chantiers... donc de nouveaux retards?

Les experts affirment qu'il est possible de planifier cet entretien de sorte que l'impact sur les usagers soit réduit au strict nécessaire. Et cet investissement profitera à l'ensemble du pays.

«Ueli Maurer a rencontré Poutine, j'irai, pour ma part, en Ukraine»

Quel sera le fil rouge de votre deuxième présidence de la Confédération?

Les gens font face aujourd'hui à beaucoup de changements dans leur travail, mais aussi au quotidien. Mon but, lors de cette année présidentielle, c'est que la population sente que le Conseil fédéral cherche vraiment des solutions qui soient bonnes pour elle. Je pense aux plus de 50 ans qui parfois ont de la peine à trouver un travail. Mais aussi aux jeunes actifs pour le climat, aux habitants des régions de montagne et des villes.

Côté voyages, vous ferez la tournée des hommes puissants, comme Ueli Maurer?

Je vais voyager dans de nombreux pays européens et inviter plusieurs de ses représentants. Ces contacts sont importants. Ueli Maurer a rencontré le président russe Vladimir Poutine cette année. Je me

rendrai pour ma part en Ukraine, sur invitation du président.

Vous irez aussi à Ryad, en Arabie saoudite, au G20. Vous n'en avez pas très envie, a-t-on pu lire. Vrai?

Pour la Suisse, cette invitation au sommet du G20 constitue une chance pour défendre son point de vue et ses intérêts. Et je crois que l'attitude importe davantage que le lieu. À Ryad, je défendrai les intérêts de la Suisse sur la réforme de l'imposition de l'économie numérique. Mais notre pays s'engage aussi pour les droits humains. Sur le climat et l'énergie, il souhaite que tous les États concernés par le réchauffement climatique apportent leur pierre à l'édifice. J'en parlerai directement avec les personnes qui seront là.

Même si vous avez Donald Trump pour voisin de table?

Oui, vous pouvez compter sur moi!



«Nous devons maintenant développer de manière massive les énergies solaires et hydrauliques»